

Paris, le 27 novembre 2009

à Monsieur Daniel BEURDELEY
Premier vice-président chargé des transports
Conseil régional de Picardie

Monsieur le Vice-Président,

Malheureusement, les incidents violents qui ont affecté des agents de la SNCF sont infiniment graves et ne pouvaient pas restés sans réponse de la part des pouvoirs publics qui se doivent d'assurer la sécurité des personnes.

Cependant, nous devons encore une fois faire appel à vous, à propos des dysfonctionnement incessants de la ligne Paris-Beauvais engendrés par les solutions choisies, c'est-à-dire l'accompagnement systématique des trains par les forces de police. Comme vous le savez, cela entraîne des suppressions de trains encore plus nombreuses qu'à la pire époque de 2008. Celles-ci ne peuvent être connues des voyageurs qu'au seul moment où ils se présentent en gare. La SNCF a même anticipé l'éventualité du droit de retrait de l'agent d'accompagnement qui, me semble-t-il est de sa propre responsabilité, puisque certains trains ne sont même pas mis à quai. Le 5h08 au départ de Beauvais en fait partie !

Bien-entendu les répercussions sur la vie professionnelle des voyageurs, qui empruntent ce mode de transport pour se rendre sur leur lieu de travail, peuvent être dramatiques en cette triste période économique. Ce sont, une fois de plus, nos concitoyens les plus fragiles, ceux qui ont des emplois précaires, ceux qui sont en période d'essai, ceux qui embauchent très tôt, qui sont les plus touchés. **Contrairement à ce qui a été véhiculé par les médias, les voyageurs n'empruntent pas la ligne Paris-Beauvais « la peur au ventre » parce qu'ils craignent les agressions mais arrivent sur le quai de la gare en craignant de ne pas y trouver de train.**

C'est pourquoi, nous sollicitons de votre part l'organisation d'une réunion avec les représentants de la SNCF pour évoquer plusieurs points :

- Trouver des solutions pour assurer la régularité des trains ;
- Envisager des solutions pérennes qui devront être mises en place au 1er janvier 2010, date à laquelle les forces de police n'accompagneront plus les trains ;
- Envisager un geste commercial pour le calamiteux mois de novembre.

C'est ainsi que nous nous tournons (une fois de plus) vers vous. Nous sollicitons votre intervention auprès de la SNCF afin d'améliorer **durablement et avec fiabilité** les conditions de transport. Il s'agit de la santé des voyageurs, de la vie sociale et professionnelle des voyageurs et de l'image de la Picardie.

En espérant un réponse rapide de votre part et en vous remerciant, nous vous prions de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'expression de nos salutations distinguées.

Le président de l'association,
Jean-Marc LAVIGNE